

**Vendredi 29 et samedi 30 juillet 2016,
Dans le cadre du festival Jazz In Marciac (Gers)**

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ?

Sur la coopération Nord-Sud

Avec **Omar Bessaoud**, économiste, chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (Ciheam-IAMM) et **Jean-Louis Rastoin**, membre de l'Académie d'Agriculture, conseiller scientifique de la Chaire Unesco et du réseau international Unitwin en Alimentations du monde.

Jean-Marie Guilloux, Mission Agrobiosciences. Je vais habiller nos deux invités de la robe d'un avocat général. Omar Bessaoud sera avocat général du Sud et Jean-Louis Rastoin du Nord. La question est de savoir ce qui nous sépare actuellement mais, pour le comprendre, il faut d'abord regarder quelles sont les dynamiques du Sud et celles du Nord. Pour le Sud, Omar Bessaoud...

Omar Bessaoud. Que demande-t-on aux pays du Sud ?

Tous les pays du Sud visent la sécurité alimentaire. Or, on nous demande de nous adapter à la mondialisation, nos agricultures doivent s'y adapter et devenir plus compétitives. Du coup, du Maroc à l'Egypte en passant par le Liban, et dans d'autres pays d'Afrique du Nord comme la Mauritanie..., des politiques sont définies mettant en avant un pilier d'une agriculture compétitive mobilisant des capitaux, des intrants et inaugurant de façon tout à fait inédite ce que ce matin Benoît Daviron¹ a appelé de nouveaux fronts pionniers, exploitant des ressources qui ne l'étaient pas, celles en eau notamment. Que ce soit sur les bassins hydrauliques d'Egypte, les eaux du Nil ou les nappes fossiles de la Tunisie, de la Libye ou de l'Algérie, le Continental intercalaire (CI) et le Complexe terminal (CT), qui constituent deux grandes nappes du Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS), se développe de manière fantastique un pôle capitaliste doté de capitaux rassemblant en majorité des entrepreneurs et des investisseurs non agricoles. Et puis, de l'autre côté, un deuxième pilier est à l'abandon, disqualifié et jugé quasiment inutile : il s'agit de la petite paysannerie qui ne peut pas s'adapter et pour laquelle on adopte des solutions de type social ou de sortie de l'agriculture sans leur garantir un emploi.

Le Plan Maroc Vert illustre bien cette politique, composé de ces deux piliers : d'un côté, une agriculture compétitive, des capitaux, des machines, une agriculture sans agriculteurs et, de l'autre, une paysannerie assistée par de petits programmes de développement, incitée à sortir de l'agriculture, sans que l'on propose de solutions durables, puisqu'il n'existe pas d'alternative économique, de type croissance industrielle et autre, au développement de ces populations concentrées dans les campagnes. Voilà en gros le modèle de croissance agricole qu'on promeut dans les pays du sud.

¹ Lire l'intervention de Benoît Daviron : Economie et agriculture : rompre avec le XXème siècle...
http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Daviron_Marciac_2016.pdf (PDF, 4 pages)

MAA. Jean-Louis Rastoin, même exercice pour le Nord...

Jean-Louis Rastoin. D'abord, je voudrais partir d'un constat : il existe actuellement une grande diversité de systèmes alimentaires dans le monde, mais avec une nette convergence vers un modèle hégémonique que l'on peut qualifier d'agroindustriel et, aujourd'hui, au banc des accusés. Avant de revêtir la robe de l'avocat général, je vais faire l'avocat de la défense. Que nous a apporté ce modèle agroindustriel ? Des aliments en abondance, sûrs, pratiques (vite préparés, vite absorbés) et pas chers.

Et l'avocat général de répondre, certes ils ne sont pas chers, mais fort coûteux, car triplement destructeurs en termes de santé, de ressources naturelles et d'emplois, notamment pour la paysannerie.

MAA. Il y a un paradoxe : le Nord veut rompre, on y parle désormais d'agroécologie, mais le Sud, non. Pouvez-vous nommer ce paradoxe ?

Omar Bessaoud. Oui, c'est vrai, au moment-même on l'on perçoit les signaux faibles d'une remise en question au Nord de ce modèle, dont les coûts viennent d'être évoqués par Jean-Louis, eh bien le Sud prend ce chemin emprunté il y a 40-50 ans et adopte ce système productiviste, avec la vision de jouer la concurrence internationale et de conquérir de nouveaux marchés.

Pour illustrer le paradoxe que j'évoque, prenons l'exemple d'un pays, l'Inde : le dernier rapport sur l'Indice global de la faim² montre que c'est l'un des pays les plus mal classés en terme de sécurité alimentaire de sa population alors que c'est un pays exportateur net de produits alimentaires, le 7^{ème} au plan mondial. Idem pour l'Egypte qui exporte pour 5 à 6 milliards de dollars. On est sur ce paradoxe qui conduit, avec ce primat accordé au pôle compétitif et productiviste, à délaissier les marchés intérieurs et l'approvisionnement des populations en produits alimentaires à des prix compatibles avec leurs pouvoirs d'achat.

Jean-Louis Rastoin. Ce système agroindustriel génère les trois impacts négatifs que j'ai évoqués (santé, ressources naturelles et emplois) + 1, apparu plus récemment, et qui à mon sens est encore plus insupportable. Il s'agit du déficit, voire de l'absence d'éthique : inégalités entre acteurs des filières, entre pays et à l'intérieur de chacun d'eux, égocentrismes multiples et désinformation.

Alors bien-sûr, ces impacts délétères ont provoqué des prises de conscience, puis des contestations de plus en plus nombreuses et vigoureuses, principalement dans les pays riches. Elles peinent cependant à se généraliser au Nord et à s'installer au Sud, comme l'a évoqué Omar tout de suite, du fait d'une fascination – certes compréhensible - pour la société capitaliste industrielle, supposée apporter un confort matériel, et surtout en raison de blocages politico-économiques.

MAA. Maintenant, enlevons la robe des avocats. Selon vous avec quoi faut-il rompre au Sud et avec quoi faut-il rompre au Nord ?

Omar Bessaoud. Concernant les pays du Sud, ce mimétisme, cette fascination envers le modèle productiviste ne correspond pas aux réalités sociales et économiques des pays du Sud. En termes démographiques, même si la répartition en termes relatifs est en train de changer, les populations rurales et les populations actives agricoles augmentent en termes absolus. Il existe toujours une paysannerie vivante, installée sur des territoires où elle développe encore des formes d'agriculture préservant en partie leurs ressources naturelles.

² Cf le rapport 2016. Global Hunger Index : Armed Conflict and the Challenge of Hunger de l' IFPRI

Ce qui est important, c'est de changer la vision que l'on a de ce modèle dit compétitif - ce fameux 1^{er} pilier - car, à aucun moment, on en a évalué les coûts écologiques, sociaux et économiques, et les conséquences y compris politiques.

Jean-Louis Rastoin. Pour répondre, je vais évoquer Antonio Gramsci³ qui, vers 1930, du fond de sa prison, écrivait : « L'Ancien Monde se meurt et le nouveau peine à naître. Entre les deux surgissent des monstres ». Toutes proportions gardées évidemment, quels sont ces monstres dans le domaine qui nous préoccupe ici et comment les terrasser ?

Ils sont issus du positivisme triomphant d'Auguste Comte, c'est-à-dire du couple technologie + marché. Ce mariage a enfanté une forme de gouvernance mondiale, répliquée dans beaucoup de pays, associant les fonds d'investissement internationaux, les dirigeants politiques et une technocratie complaisante et facilitatrice.

Cette oligarchie constitue une machinerie très puissante : elle a l'argent, elle a le pouvoir, elle est bien huilée, car elle est formatée par un moule commun de la pensée dominante, qu'on appelle le Consensus de Washington⁴.

MAA. Dernière question : comment rompre pour mieux se rapprocher ?

Omar Bessaoud. Question compliquée ! Je crois que le Sud possède des atouts. Il n'a pas besoin de réinventer une paysannerie, à initier des politiques d'installation, par exemple, et de recréer le tissu social perdu depuis les années 60 au Nord. Ses territoires sont occupés et une partie de ses patrimoines, dont sa biodiversité, sont encore jalousement gardés par cette paysannerie.

Alors, s'il est un domaine de coopération à développer, il est, je crois, dans cette jonction entre ces signaux faibles qui se développent au plan local dans des pays comme la France, sur la préservation de l'environnement, la biodiversité, les circuits courts. Nos circuits courts, ce sont les souks ! Toutes les semaines, des agriculteurs amènent directement leur production auprès du consommateur. C'est très curieux, c'est un phénomène que l'on n'étudie pas. Dominer par ces visions productivistes y compris dans nos recherches, on ne s'intéresse pas à tous ces signaux forts, très présents.

Et je pense qu'il y a un deuxième domaine... Bien-sûr, nous restons dans la tradition, mais il est possible de montrer que la modernité existe, que l'on peut faire évoluer les choses avec la mise en œuvre des principes de l'agroécologie. C'est ça l'intérêt de la Loi d'avenir. On a là un domaine formidable de coopération entre les élites intellectuelles, sur les systèmes de formation et entre les paysanneries pour faire évoluer cette voie de façon très positive.

Jean-Louis Rastoin. Nous venons de poser un diagnostic, c'est la partie la plus aisée de l'exercice. Évidemment, proposer des solutions reste beaucoup plus compliqué. Mais, en gros, il faut changer cette pensée unique techno-marchande et la remplacer par un outil que nous avons à notre disposition qui s'appelle le développement durable : diversité, proximité,

³ Antonio Gramsci (1891 - 1937), écrivain et théoricien politique italien, membre fondateur du Parti communiste italien, dont il fut un temps à la tête. Il fut emprisonné par le régime mussolinien de 1927 à sa mort. (Source Wikipédia)

⁴ Le "Consensus de Washington" trouve son origine dans un article de l'économiste John Williamson en 1989 où il formule dix recommandations adressées plus particulièrement aux pays d'Amérique latine, dont la discipline budgétaire stricte, la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation des entreprises publiques, la dérèglementation des marchés... Il désigne un accord tacite du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, avec le soutien du Trésor américain, pour n'accorder des aides financières aux pays en développement en difficulté à la condition qu'ils adoptent des politiques inspirées de J. Williamson. (Source la Toupie : http://www.toupie.org/Dictionnaire/Consensus_washington.htm).

solidarité. C'est-à-dire inventer de nouvelles façons de produire et de consommer nos aliments. C'est très important, à l'échelle planétaire, au Nord comme au Sud. Pour cela, il faut changer en profondeur nos systèmes de gouvernance, d'information et de formation.

En termes de gouvernance, il faut substituer la gouvernance actionnariale, c'est-à-dire le gouvernement par les marchés financiers, par la gouvernance partenariale. Et, là-aussi, il existe un outil assez fabuleux qui s'appelle l'économie sociale et solidaire, qui fonctionne très bien dans le domaine agricole comme on l'a montré en France et en Europe et dans de nombreux autres pays dans le monde.

Deuxième point, l'information : il faut passer du harcèlement commercial généralisé à la transparence sur l'origine des produits, leurs qualités nutritionnelles, les méthodes de fabrication de nos aliments. On en est encore très loin : le débat récent sur l'étiquetage alimentaire⁵ l'a bien montré.

Enfin, dans le domaine de l'éducation... Dans l'univers glacial des sciences dures et de la finance de haute fréquence, il faut introduire plus d'humanisme, plus de mixité, plus d'empirisme, qu'on oublie trop souvent étant donné les formes très sophistiquées de la science d'aujourd'hui, et enfin plus de transdisciplinarité.

Les Controverses européennes de Marciac sont organisées par la Mission Agrobiosciences
et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers
Avec le soutien du ministère de l'Agriculture, du Conseil départemental du Gers et de la
Région Occitanie.

En partenariat avec Jazz In Marciac, la FN Cuma, La Ruche Qui Dit Oui et
Science Animation.



Document réalisé par la Mission Agrobiosciences (MAA-INRA). (octobre 2016)

www.agrobiosciences.org
<http://controverses-de-marciac.eu/>

⁵ Télécharger le Cahier « Etiquetage nutritionnel : pour mieux comprendre un débat haut en couleurs ! »
http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_etiquetage_nutritionnel.pdf (PDF, 30 pages, novembre 2015)